

[International](#) Autorité palestinienne

## Retour à la case départ

Mise à jour le lundi 11 mai 2009 à 12 h 02

[Commentez](#) » [Partager](#) [Courriel](#) [Facebook](#)

[Imprimer](#)

Un nouveau gouvernement palestinien dirigé par le premier ministre Salem Fayad sera nommé d'ici mercredi et il ne comprendra aucun membre du mouvement islamiste Hamas, a annoncé lundi le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.



Photo: AFP/Palestinian Press  
Office/Omar Rashidi  
Le président Abbas s'adresse  
aux membres du Fatah, à  
Ramallah, lundi.

Cette décision constitue en quelque sorte un aveu d'échec des pourparlers de réconciliation entre le Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza, et le Fatah, le mouvement laïque dont est issu M. Abbas. Le gouvernement du président palestinien ne contrôle que la Cisjordanie.

En février dernier, le Hamas et le Fatah ont renoué le [dialogue](#) pour une première fois depuis que les miliciens du Hamas ont bouté les forces de sécurité loyales au président Abbas hors de Gaza en juin 2007. Sous les auspices de l'Égypte, les deux parties devaient notamment discuter de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Salem Fayad avait d'ailleurs présenté sa [démission](#) au président Mahmoud Abbas le 7 mars, dans ce qui avait été interprété comme un premier geste en vue de la formation d'un cabinet de « consensus national ». Le Hamas exigeait la démission de Salem Fayad.

La semaine dernière, le conseiller Yasser Abed Rabbo avait déclaré que les discussions entre le Hamas et le Fatah n'avançaient tout simplement pas. « S'ils continuent comme ça, ça peut durer des années », a-t-il déclaré. Le chef politique du Hamas en exil en Syrie, Khaled Méchaal, a rétorqué peu après que des mesures unilatérales décidées par Mahmoud Abbas n'auraient aucune légitimité.

La division au sein de la classe politique palestinienne rend impossible la conclusion d'un accord de paix global entre Israéliens et Palestiniens. Ces discussions sont d'ailleurs au point mort depuis l'assaut israélien sur la bande de Gaza, qui a eu lieu du 27 décembre au 18 janvier, et qui a conclu le second mandat du président américain Georges W. Bush.

Les États-Unis exigent trois concessions de la part du Hamas pour le reconnaître comme interlocuteur dans le cadre des négociations de paix: que le mouvement reconnaisse Israël, qu'il renonce à la violence et qu'il reconnaisse la validité des précédents accords israélo-palestiniens.

### Nétanyahou en Égypte

De son côté, le nouveau premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a déclaré, lors d'une brève conférence de presse conjointe avec le président égyptien Hosni Moubarak, lundi qu'Israël espère reprendre les négociations avec les Palestiniens « dans les semaines à venir ».



Photo: AFP/Cris Bouroncle  
Le premier ministre  
Nétanyahou et le président  
Moubarak se sont rencontrés  
à Charm El-Cheikh lundi.

M. Moubarak, qui recevait M. Nétanyahou à Charm El-Cheikh, en Égypte, a pour sa part affirmé qu'il avait demandé au premier ministre israélien d'accepter que la solution du conflit passe par la création de deux États, l'un israélien, l'autre palestinien, vivant en paix, côte à côte.

Le voyage égyptien du premier ministre Nétanyahou, entrepris tout juste après qu'il eut [rencontré](#) le pape Benoît XVI, a également donné lieu à des discussions au sujet du programme nucléaire de l'Iran, qu'Israël considère comme sa principale menace sur le plan stratégique.

Cette rencontre constitue en quelque sorte un préalable à la rencontre très attendue que le premier ministre Nétanyahou doit avoir avec le président américain Barack Obama, le 18 mai prochain, à Washington.

Le roi Abdallah II de Jordanie a déclaré lundi, dans une entrevue publiée par le *Times* de Londres, que cette rencontre sera cruciale puisqu'elle permettra de tester la réponse israélienne à une « solution à 57 États ». Ce plan prévoirait que l'ensemble du monde arabe reconnaîtrait Israël en échange de certaines concessions de la part de l'État hébreu.

Ce plan pourrait être au coeur du grand discours à l'intention du monde musulman que le président Obama promet depuis longtemps. Ce discours sera prononcé dans la capitale égyptienne, Le Caire, le 4 juin.

Radio-Canada.ca avec Agence France Presse, Associated Press et Al-Jazeera